



Voici comment je compte réorganiser la France.

J'ai conçu le MDRS, Modèle Dubuisson de Réorganisation systémique, pour que les Français vivent mieux de leur travail et que l'État tienne ses engagements. Je compte réorganiser ensemble la rémunération, la fiscalité, la production et les services publics. Ce changement, je le conduirai avec les Français.

La méthode que j'ai construite

J'ai commencé cette recherche dans des pays en crise et en guerre, en cherchant comment rétablir le fonctionnement de l'État et faire revenir la richesse vers les populations. Plus de quinze ans de travail nourrissent aujourd'hui une architecture propre à la France, à ses institutions et à ses territoires : 647 mécanismes organisés en 24 modules.

Je pars d'une fiche de paie, d'un soin ou d'une démarche : qui en a besoin, qui s'en charge, avec quels moyens et qui paie ? Puis je remonte jusqu'aux comptes du pays. Quand je change la fiche de paie, j'intègre aussi ce que cela change pour l'employeur, les impôts, les aides et la retraite. Le MDRS me permet d'organiser ces changements ensemble, au lieu de déplacer la charge d'un acteur à l'autre.

Mieux vivre de son travail

Je compte réaffecter les cotisations salariales et patronales supprimées : **70 % vers la rémunération, 30 % vers la baisse du coût employeur.** J'y associe le partage des bénéfices et une fiscalité plus simple. Sur le cas illustratif de paie publié, le transfert atteint **1 052,70 € par mois, avant les nouveaux prélèvements.** Je calcule ce qui reste au foyer après impôts, capitalisation, aides remplacées et charges privées. Je veux faire reculer la pauvreté par les revenus du travail et l'emploi. J'engagerai l'inscription de l'égalité salariale femmes-hommes dans la Constitution, avec contrôle et correction des écarts à travail comparable.

Pouvoir se soigner près de chez soi

J'organiserai les soins autour des besoins de chaque territoire : cabinets, structures de proximité, équipes mobiles et dossier partagé entre professionnels autorisés. Je compte réduire les tâches répétées et réaffecter une partie des économies nettes aux soins de terrain. Je veux des rendez-vous accessibles, un suivi continu et davantage de temps médical pour les patients.

Pouvoir étudier et choisir son métier

Je compte rémunérer les études et formations admissibles : **2 000 € par mois, dont 200 € capitalisés pour la retraite**, avec au moins cinq années de travail en France pour éviter un remboursement. Je reconstruirai les filières de formation des enseignants. Je veux que les études conduisent à un métier et que les moyens de la famille ne ferment pas l'accès à une formation.

Protéger les retraites

J'organiserai la capitalisation individuelle et le complément de retraite prévu pour les personnes admissibles, tout en maintenant les pensions dues pendant la transition.



Je piloterai cette réorganisation.

Produire ici et alléger les factures

Je compte agir à la fois sur le coût du travail, l'énergie, la fiscalité de production et les débouchés. J'allégerai les taxes sur l'électricité, les carburants et le chauffage pour réduire les factures. Je développerai les capacités électriques et les filières industrielles et agricoles. J'intégrerai l'eau, les sols et l'entretien des réseaux aux investissements d'adaptation au climat. Je veux rendre la production française plus compétitive, soutenir l'emploi et réduire nos dépendances.

Rétablir la sécurité et faire appliquer les décisions

Je relierai la présence des forces de l'ordre, la lutte contre les trafics et l'argent criminel, la protection des victimes et l'exécution des décisions. Je compte réorganiser la justice autour d'un **dossier unique**, d'un calendrier commun et d'un juge chargé du suivi, avec des greffes modernisés et les garanties de défense. Les moyens seront calculés à partir des affaires à traiter. Une décision doit produire ses effets dans la vie des personnes.

Donner aux territoires les moyens d'agir

Je compte supprimer la TVA supportée sur les achats communaux éligibles pour éviter l'avance de TVA et simplifier les investissements. Chaque responsabilité transférée sera accompagnée de ses moyens. Dans les Outre-mer, j'organiserai les coopérations avec les pays voisins autour des besoins d'eau, d'énergie, de soins, de transport et de production. Je relierai aussi les moyens de défense aux capacités industrielles et à leur entretien.

Financer la réorganisation et réduire la dette

Je mobiliserai les économies nettes issues de la réorganisation et des dépenses remplacées, les recettes du nouveau cadre fiscal et les **revenus distribuables du fonds souverain**. Je compterai les pertes de recettes et le coût de transition avant d'affecter une économie. La suppression des cotisations sera menée avec le financement de remplacement des droits de santé et de retraite. Je compte inscrire une règle constitutionnelle d'équilibre, avec des exceptions encadrées, et consacrer des ressources effectivement disponibles au désendettement.

Conduire le changement avec les Français

Je piloterai la transformation avec les administrations : un responsable, des moyens et un calendrier pour chaque chantier. Je simplifierai les démarches et formerai les agents dont la mission change, en maintenant le service. Je compte organiser des **référendums** pour que les Français tranchent les grandes décisions, en connaissant leurs conséquences et leurs conditions d'application. La préparation commencera en 2027 ; je vise une bascule coordonnée des revenus, de la fiscalité et des aides en **2028 ou 2029**, lorsque les textes, les capacités et les financements seront prêts.

ÉTAT DES TRAVAUX Les règles et les premiers cas chiffrés sont publiés. Je poursuis la consolidation du financement national, du coût de transition et des effets d'ensemble. Les exemples restent liés à leurs hypothèses.